

LILLE, LE MARDI 03 FÉVRIER 2026

ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026 : LA RÉGION AU BORD DU CRASH FINANCIER, LES HABITANTS ET LES SERVICES PUBLICS RÉGIONAUX

Alors que l'exécutif régional présentera ce jeudi son Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) pour 2026, notre groupe tire la sonnette d'alarme. Derrière les éléments de langage, la réalité est sans appel : la Région est à l'arrêt, sans budget réel avant avril, et s'enfonce dans une impasse financière qui menace directement les services publics.

La double peine : désengagement de l'État et gestion sans vision

La situation est critique. Si l'État porte une lourde responsabilité en amputant particulièrement nos recettes de fonctionnement (-58 M€) et en réalisant une ponction brutale sur nos finances, l'exécutif régional ne peut se cacher derrière cette seule excuse. En refusant d'actionner les seules marges fiscales, la majorité nous place dans une situation inédite : nous sommes la Région la plus endettée de France et la seule paralysée jusqu'au 9 avril.

L'austérité pour seule boussole : -62 M€ sur le service public

La conséquence de ce manque de recettes est immédiate : une coupe sombre de 62 millions d'euros dans les dépenses réelles de fonctionnement. Ce n'est pas de la «maîtrise», c'est un démantèlement. Lycéens, associations, usagers des transports et agriculteurs subiront de plein fouet des nouvelles baisses de 5 à 15 %. De même, nos agents territoriaux sont sommés de «faire plus avec moins», jusqu'à l'épuisement.

Une dette hors de contrôle : le seuil d'alerte explosé

Les chiffres présentés donnent le vertige et signent l'échec de la "stratégie financière" qui faut déjà revoir d'urgence :

- **Épargne nette nulle** : La Région n'a plus aucune capacité d'autofinancement.
- **Emprunt record** : Il faudra emprunter encore 600 millions d'euros cette année pour investir.
- **Dette explosive** : L'encours cumulé dépassera les 4,5 milliards d'euros.
- **Ratio critique** : La capacité de désendettement grimpe à 15 années, explosant le plafond de verre des 12 ans admis par





les standards de gestion publique. Avec un taux d'endettement de 141 %, nous sommes la seule Région au-delà des seuils d'alerte.

Face à ce mur de dette et d'investissement, le Président s'enferme dans le dogmatisme en refusant d'activer les leviers fiscaux qui nous donneraient un peu d'air. Nous proposons deux mesures de responsabilité, appliquées par de nombreuses autres Régions, qui rapporteraient 160 millions d'euros immédiats :

- L'ajustement de la taxe sur les cartes grises (+80 M€).
- L'instauration du Versement Mobilité Régional et Rural (VMRR) pour financer les transports (+80 M€).

Refuser ces recettes pour préférer l'endettement massif des générations futures et la destruction du service public actuel est un choix politique irresponsable. Ce budget 2026 ne prépare pas l'avenir, il hypothèque la survie de notre territoire.

Les élu-es écologistes au Conseil régional des Hauts-de-France

DÉLÉGATION ÉCOLOGISTE
GROUPE «POUR LE CLIMAT, POUR L'EMPLOI»
CONSEIL RÉGIONAL DES HAUTS-DE-FRANCE

MATTÉO FERRUX - CHARGÉ DE COMMUNICATION

TÉL : 03.74.27.56.34

MATTEO.FERRUX@HAUTSDEFRANCE.FR

